

LA BAFF'OUILLE

JUILLET 2026

*Les coureurs grimpent... Les températures aussi.
Le pays s'enflamme pour le four de France !*



Les canicules s'emballent



Derrière la provocation et l'humour, cette formule résume une réalité que l'on oublie trop souvent : **si les gestes individuels seuls sont utiles, ils ne suffiront jamais à répondre à une crise qui trouve ses racines dans un modèle économique fondé sur la recherche permanente du profit.**

Les chiffres sont éloquentes. Les émissions de gaz à effet de serre sont extrêmement concentrées. Selon les travaux de l'organisation Oxfam et du Stockholm Environment Institute, les 10% les plus riches de la planète sont res-

pensables de près de la moitié des émissions mondiales liées à la consommation, tandis que les 50% les plus pauvres n'en représentent qu'une faible part. Les populations qui contribuent le moins au dérèglement climatique sont pourtant les premières à en subir les conséquences.

Le changement climatique est donc une question de justice sociale. Il révèle et aggrave des inégalités déjà profondes : inégalités de revenus, de patrimoine, de santé, de genre, d'accès aux ressources, au logement, à l'énergie et au pouvoir de décision.

Les premières victimes des catastrophes climatiques sont les travailleurs, les populations précaires, les habitants des territoires les plus exposés et les pays les plus pauvres. Dans le même temps, les grandes multinationales continuent de dégager des profits

considérables, tandis que les plus grandes fortunes disposent des moyens de s'adapter ou de protéger leurs intérêts.

Parce qu'au fond, derrière cette image humoristique sur les canicules, il y a une idée simple : le dérèglement climatique n'est pas seulement une crise environnementale. C'est aussi la conséquence d'un système économique qui privilégie le profit à court terme au détriment de l'intérêt général, des droits des travailleurs et de la préservation de la planète.

Une transition écologique réussie ne passera ni par la culpabilisation des salariés ni par quelques écogestes, aussi utiles soient-ils. Encore moins par l'entre-soi de l'oligarchie française. Elle passera par davantage de justice sociale, une meilleure répartition des richesses, des services publics renforcés et une remise en cause des logiques qui nous ont conduits à cette crise.

CDC... KESACO ? Centre De Contact...

On entend beaucoup de choses à propos de ces centres, fausses et moins fausses. Ces plate-formes, dont le numéro est visible sur tous les moteurs de recherche dès que l'on tape « impôts », répondent principalement aux questions concernant le prélèvement à la source, l'impôt sur le revenu, les contrats de prélèvement...

Les CDC traitent en premier niveau les e-contacts d'un nombre de département limité par centre. Dans le même temps, ils reçoivent des appels de toute la France (DOM-TOM compris) voire de l'étranger.

Le décor étant posé, passons au sujet qui fâche : **le flicage**. Car oui, chaque temps de téléphone, pause, traitement de dossier, temps documentaire, réunion, e-contact... Chaque seconde de chaque minute est observée et doit être notée en temps réel via l'application Bali. Chaque agent doit finir sa journée avec 5 heures de téléphone et seulement une

trentaine de secondes entre chaque appels !

Et gare aux incohérences entre bali et la quantité de travail produite sur certaines tâches (la qualité ? pfff !)...

Chacun peut deviner l'état de fatigue nerveuse en fin de journée, surtout en période de campagne de déclaration de revenus. En plus de conditions de travail dégradées et d'un management caporaliste, les agents doivent proposer aux usagers qu'ils ont en ligne un questionnaire de satisfaction à l'issue de leur appel ! **Le 0 809 401 401 est un numéro fourre-tout.**

Les agents des CDC ne peuvent pas traiter les dossiers qui ne sont pas de leur compétence. Ils n'ont ni les outils, ni la visibilité sur les dossiers pour répondre aux usagers à propos des amendes, des factures locales, du calcul du foncier, des problèmes sur les dossiers des professionnels sans parler de la prime Rénov, de l'URS-

SAF, de France Travail voire de la CAF !

« *Bien-être au travail* », « *attractivité* » qu'ils disaient !!!

Cela pourrait au moins commencer par l'arrêt de la pression avec le flicage de Bali ? La suppression du référencement du numéro « magique » dès que l'utilisateur tape « impôts » ou « service public » dans les moteurs de recherche ? Mais noooooonnn, bien sûr il faudrait que nos dirigeants reconnaissent qu'ils se sont trompés et entendent que **nous voulons un vrai remaillage des territoires** avec de vrais services de pleine compétence ouverts au public.



Une nouvelle attaque contre nos droits : les arrêts maladie

Comme si cela ne suffisait pas d'être malade, le gouvernement s'acharne sur les travailleurs alors

réée des arrêts de travail prescrits par les médecins : première prescription limitée à 31 jours et renouvellement à 62 jours.

Le gouvernement fixe désormais à quatre ans la durée pendant laquelle un salarié peut bénéficier d'un arrêt maladie dans le cadre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (disposition applicable à compter de 2027). Après ce délai, c'est la précarité assurée, basculant les travailleurs vers le dénuement

auquel sont déjà assujettis les allocataires du RSA ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Dans la grande majorité des cas, ces décrets présentent de graves risques pour la santé publique.

La CGT s'oppose avec obstination à toute politique publique régressive construite sur le principe premier de la contrainte budgétaire. **Nous défendons la Sécurité sociale, ce bien de la Nation.** Elle doit répondre aux besoins réels des assurés sociaux, et non aux sirènes des capitaux privés.



que la précarité et les inégalités ne cessent de croître. Sébastien Lecornu a publié un décret limitant la du-

Mobilisation du 29 septembre : les salaires des fonctionnaires

D'un côté, 415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire auxquels 36 milliards d'euros viennent d'être ajoutés pour militariser toujours plus l'économie et la société française. Plus 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contrepartie, ni évaluation, ni contrôle...

De l'autre, des gels et annulations de crédits de 6 milliards d'euros qui pourraient aller jusqu'à 8 et même 10 milliards d'euros alors que les lois de financement de la Sécurité sociale 2026 ont déjà placé la fonction publique, nos systèmes de sécurité sociale et de protection sociale sous l'austérité budgétaire.

À l'ordre du jour : toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agents publics. Les premières victimes sont les citoyens et les usagers dont les droits ne sont plus garantis et les besoins de moins en moins satisfaits.

La maltraitance subie par les agents publics atteint des sommets. Là encore, le menu proposé par le Gouvernement est particulièrement indigeste avec des attaques contre les **autorisations spéciales d'absence, les congés pour raison de santé, le mi-temps thérapeutique...**

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des contractuels s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice, de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agents qui sont en congé maladie ordinaire... En 25 ans, le point d'indice a perdu environ 30 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique ! Depuis le 1er juin 2026 pour être au niveau du Smic, 862 000 agents publics perçoivent désormais une indemnité différentielle. Ils étaient 356 000 avant cette date.

La CGT fonction publique réaffirme que d'autres choix sont non seulement possibles mais nécessaires.

Oui, il y a besoin de faire des services publics et de la fonction publique **des outils pour une nouvelle logique de déve-**



loppement articulant transition écologique, garantie des droits, réponse aux besoins de toutes et tous, progrès social.

Cela passe par des lois de financement de la Sécurité sociale construite sur d'autres bases.

Oui, il y a besoin de créer des emplois de fonctionnaires partout où c'est nécessaire et de titulariser les contractuels.

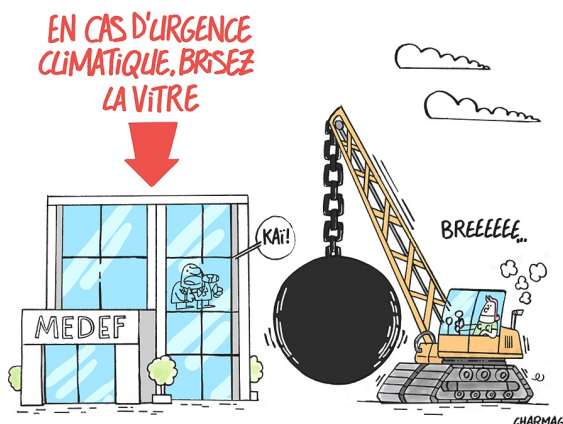
Dans une déclaration du 24 juin 2026, l'intersyndicale de la Fonction publique CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP engage dès à présent la préparation d'une mobilisation avec manifestations et perspective d'**une grève le 29 septembre prochain** pour la revendication d'une hausse des salaires des fonctionnaires.



Faut pas pousser mémé dans les orties

« On a des tas de gens improductifs en France qu'on appelle l'administration » Pierre Gattaz, ancien président du MEDEF (Mouvement des

Entreprises de France – syndicat patronal).



Ce dernier, invité de l'émission « complément d'enquête » le 16/09/2025 consacrée aux multinationales, assénait également « on ne veut plus d'aides... (car) des fonctionnaires vont vous imposer des choses, vous contrôler, vous surveiller »... **Cette déclaration a de quoi faire rire** quand on se souvient qu'alors président du MEDEF en 2013, il promettait 1 million d'emplois en échange d'une baisse massive

d'impôt... Les sous sont partis : 100 milliards d'euros de CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) entre 2013 et 2017 pour 160 000 emplois créés ou sauvegardés soit un coût de 125 000 € annuel par emploi !! On aurait pu financer a minima deux fois plus d'emplois publics pour le même prix.

Arrêtons-nous sur la bête noire de Pierre Gattaz : le contrôle fiscal. En 2023, les mises en recouvrement de fraude fiscale ont atteint 15,2 milliards d'euros. Les effectifs dédiés au contrôle fiscal étaient d'environ 10 000 agents. En 15 ans, nous avons perdu un tiers de nos effectifs alors que le montant annuel de la fraude

fiscale serait compris entre 80 et 100 milliards d'euros. On peut justement écrire que moins de 20% de cette fraude est actuellement décelée. Ce qui laisse une belle manne financière à faire entrer dans les caisses de l'État pour qui voudrait enfin faire cesser l'hémorragie d'emplois à la DGFIP.

Alors non Pierre Gattaz, nous ne sommes pas des improductifs, nous sommes indispensables ! Et d'ailleurs, qui forme les salariés de Pierre Gattaz ? Qui soigne ses salariés ? Qui les transporte au quotidien ? Les agents des services publics ! Qui donne des marchés au secteur du BTP pour les travaux routiers ?

Les élus et l'argent public. Les « improductifs » font en réalité tourner l'économie.

1936, se souvenir pour agir

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, les accords de Matignon sont signés entre l'État, la CGT et le patronat. Ils entérinent des avancées sociales majeures : une hausse des salaires de 7 à 15 %, la reconnaissance des délégués du personnel, la semaine de quarante heures et les quinze premiers jours de congés payés. Cette victoire historique des travailleurs s'inscrit dans un mouvement de construction collective de la résistance face à la crise du capitalisme et le krach de 1929. C'est aussi grâce à l'unité retrouvée des forces de gauche face à la menace fasciste.



L'unité des travailleurs a permis la victoire électorale du Front populaire en 1936 mais c'est bien la grève générale au printemps suivant qui a emporté la victoire des salariés. Si « l'histoire ne repasse pas les plats », la période actuelle résonne étrangement : face à la crise du Capital et la montée de l'extrême droite, refaisons Front populaire ! Chaque droit a été obtenu par la lutte collective.

Les conquêtes d'hier ont été arrachées par les travailleurs. Les conquêtes de demain le seront aussi.